

TIARET

Quand Naftal refuse les billets de 200 DA

Curieuse voire étrange note que celle affichée ce week-end par la direction Naftal à travers ses différentes stations de services. En effet, vendredi matin, les automobilistes qui venaient régulièrement faire le plein au niveau de la station de Karmane, située sur la route d'Alger, ont eu la désagréable surprise de voir les pompistes refuser les billets de banque de 200 DA, notamment ceux mis en circulation en 1981 et 1984, comme le mentionne clairement ladite note signée, faut-il le souligner, par le chef de district de Tiaret.

«Il s'agit d'une instruction émanant de la direction», se sont contentés de répliquer les agents de service, laissant ainsi planer une grande confusion parmi les nombreux automobilistes. Ces derniers ont manifestement éprouvé du mal à admettre une telle décision sans qu'ils ne soient informés au préalable. Et dire que la validité des billets en question est toujours de mise. Reste à savoir maintenant s'il s'agit d'une note de service décidée localement ou carrément de la direction générale de ladite société. Quoi qu'il en soit, la contraignante nouvelle a très vite circulé dans la ville pour susciter moult interrogation parmi la population qui ne sait toujours pas à quel saint se vouer, d'autant que les précisions des pouvoirs centraux quant à la validité de ces billets sont claires. Alors quelle mouche a brusquement piqué la direction de Naftal de Tiaret pour agir de la sorte ?...

Aïn El Djenan fait sa toilette

Fermée depuis sa contamination il y a des années, la légendaire source de «Aïn El Djenan» de Tiaret a subi hier une vaste opération de volontariat menée spontanément par un groupe de citoyens, appuyés par des agents de la commune et des scouts musulmans. Sous une pluie battante, et à coups de pioche, les intervenants se sont relayés pour débarrasser les lieux et les alentours immédiats des parasites et autres déchets sous lesquels croulait la célèbre source de la ville. Loin d'être une mince affaire, l'opération a trouvé vraisemblablement des échos favorables parmi la population locale du fait qu'elle ciblait une fontaine publique, considérée comme l'une des armoiries locales les plus connues de l'antique Tihert. D'autres gestes de nettoyage et d'embellissement sont également prévus prochainement pour redorer le blason de la fameuse source et lui rendre la place qui lui sied. Toujours asséchée par la bêtise humaine, Aïn Djenane, qui mérite que ces gestes soient durables, attend toujours de rejaillir de nouveau avec son eau limpide et savoureuse, au grand bonheur de ses habitants.

Mourad Benameur

RELIZANE

Les jardins publics, objet de soins quotidiens

La ville de Relizane semble être bien prise en mains par son APC. Les agents communaux chargés de l'entretien des espaces verts sont à pied d'œuvre et s'évertuent à redonner un visage attrayant à certains lieux délaissés depuis belle lurette.

La surprise est bien celle provenant de l'aménagement des plates-bandes jouxtant l'exterieur marché. Des troènes et des arbres ornementaux sont en train d'être mis en terre soi-

gneusement par plusieurs jardiniers de la commune, reconstituant à leurs salopettes vert clair. Le jardin faisant face à la mairie est égayé par les soucis en fleurs, des marguerites

géantes ainsi que par d'autres essences telles que des roses trémières ou des rosiers datant de la période coloniale et rescapés grâce à quelques anciens communaux.

Le square de Mina se voit aussi enrichir par plusieurs variétés de plantes, comme il a été procédé à une taille des arbres centenaires qui s'y trouvent et qui en avaient un grand

besoin. Si on avance vers la place publique, nous remarquons le coup de fraîcheur qui a été donné à la clôture et l'installation de nouveaux bancs publics ainsi que la plantation d'arbustes et la taille des rosiers qui dépérissaient avant cette prise en charge par le service communal de la protection de l'environnement.

A. Rahmane

L'appel des habitants de Lala Affia

Créé vers les années 70, du temps florissant de l'ancienne gare ferroviaire, le site de Lala Affia, situé à mi-chemin entre le secteur Deux et Relizane, ne cesse de grandir de par les nouvelles constructions qui ont poussé tels des champignons avec, au beau milieu de ce décor, des usines et autres.

Cette extension subite et importante devient quelque peu préoccupante, nous disent des habitants de ce quartier qui nous ont rendu visite pour nous faire

part de leurs inquiétudes et qui, au fil des ans, ont pris à leurs yeux des proportions pour le moins alarmantes. Au départ, soulignent nos interlocuteurs,

c'était la gare ferroviaire qui prenait en charge tous les problèmes de la cité mais ce temps est révolu. Celle-ci continue cependant de prendre en charge l'alimentation partielle en eau et en électricité de cet immense site.

Selon les habitants du site, la cité a vu le nombre de ses occupants quintupler en moins de dix ans mais aucune infrastructure n'a suivi, mis à part le ramassage

scolaire disponible il est vrai, la construction d'une école primaire et d'un centre de soins qui ne répond plus à la demande massive de tous les riverains.

Les habitants qui sollicitent l'installation d'une passerelle pour traverser la route nationale évoquent aussi un réseau d'assainissement inopérant et des avaloirs constamment bouchés.

A. R.

AÏN-SEFRA

Les habitants se mobilisent contre le transfert du service des maladies infectieuses vers leur centre de santé

Les habitants de Aïn-Sefra Nouvelle s'organisent pour des actions de protestation contre la décision du transfert du service des maladies infectieuses, notamment la tuberculose, vers leur centre de santé ; un établissement situé en plein centre urbain, jouxtant une école primaire, une agence postale, une antenne de l'état civil, un bain-maure, ainsi que des groupements

de logements et des magasins. Les habitants de Aïn-Sefra Nouvelle s'organisent pour des actions de protestation contre la décision du transfert de la structure des maladies infectieuses, notamment la tuberculose, vers leur centre de santé ; un établissement situé en plein centre urbain, jouxtant une école primaire, une agence postale, une antenne de l'état civil, un bain-maure, ainsi que des groupe-

ments d'habitations et des magasins. Une décision donc qui n'est pas du tout appréciée, ni admise par les citoyens de ce nouveau quartier populaire, qui ont manifesté leur mécontentement par, d'abord l'organisation d'un sit-in devant la polyclinique, puis l'émargement d'une pétition qui a été transmise à qui de droit : «Nous passerons à d'autres actions si aucune mesure d'an-

nulation de ce transfert n'est prise par les concernés», disent-ils. «Jusqu'à présent, on ignore le responsable qui a pris la décision de mettre dans notre centre un lieu «infectieux», chaque responsable jette la balle dans le camp de l'autre», ont encore affirmé les citoyens qui ont demandé l'intervention directe du premier responsable de l'exécutif et du nouveau DSP.

«La structure des maladies contagieuses (pneumo, tuberculeux...) doit être isolée des lieux publics, car c'est une maladie endémique dont les contaminations peuvent se transmettre facilement d'une personne à une autre à travers les différents contacts, notamment à travers la toux, la grippe, les selles, les

urines, voire même les vêtements, les aliments, les objets manipulés par les tuberculeux, ainsi que les mains sales, le tout peut provoquer une contamination bactérienne infectieuse», a indiqué un médecin.

Le nouveau DSP, qui a été installé dernièrement à la tête du secteur de la santé au niveau de la wilaya est donc interpellé pour mettre un terme aux surenchères de la santé du citoyen.

Pour rappel, c'était l'hôpital de 240 lits qui abritait les maladies infectieuses avant la restructuration des établissements hospitaliers, puis la structure a été transférée à l'EPSP/cité Saâda, pour être enfin transférée vers ce centre de santé.

B. H.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Cancer en hausse, la paupérisation aussi

Une étude sur le cancer a été présentée à l'hôtel Beni Hammad de Bordj-Bou-Arréridj, par M. Abdelkrim Allouache, professeur de chirurgie et oncologie et, par ailleurs, président de l'Association des médecins d'origine algérienne en France.

Il y avait foule à la salle de conférence de l'hôtel, en l'occurrence Monsieur le wali en compagnie du P/APW et une partie des directeurs de l'exécutif, des opérateurs économiques, des médecins toutes spécialités confondues, des médecins généralistes, ainsi que le président de l'Association des malades atteints de cancer.

Le cancer frappe à tout âge de la vie et n'épargne ni enfants, ni adolescents, ni adultes, ni vieux, vieilles, etc. Pour avoir une idée sur la pathologie du cancer et de son coût farineux, il y a plus de 50 000 personnes cancéreuses dont 75% se retrouvent dans la file d'attente dans les divers CHU en Algérie, à diffé-

rents stades de la maladie entre une chimiothérapie, une consultation spécialisée ou dans l'attente d'une IRM, car chez le privé elle coûte beaucoup trop cher, surtout pour les malades retraités, les chômeurs ... La maladie du cancer rend pauvre, à force de se déplacer plusieurs fois par mois de l'intérieur du pays vers les CHU tels Sétif, Constantine, Alger ou Oran ; des malades ont dû abandonner leurs traitements parce que la maladie les a ruinés et marginalisés. Beaucoup de malades modifient leur mode de vie pour des raisons économiques, liées à la maladie réduisant ainsi les dépenses alimentaires, vestimentaires et beaucoup d'autres choses comme la

consommation de l'énergie électrique et celle du gaz.

Le coût du traitement des cancéreux s'élève à plus de 40 milliards de dinars annuellement, rien que pour la chimiothérapie, le professeur Allouache soutient que 30% des cancers diagnostiqués sont digestifs et viennent à la 3e place après celui des poumons, la prostate et le cancer du sein. Chaque année, il y a 45.000 nouveaux cas de malades du cancer. En 2020, affirme le président de l'Association des malades cancéreux, il y aura 70.000 personnes atteintes de la pathologie du cancer. L'Algérie pour lutter contre le cancer possède 7 centres de services de radiothérapie, avec 57 accélérateurs et 180 centres d'oncologie.

A Bordj-Bou-Arréridj, le wali a inscrit dans son programme de développement la construction de trois hôpitaux, l'un au chef-lieu de wilaya qui est de 240 lits, à El Oued

un hôpital de 60 lits, et à Zemmourah une structure de 60 lits, ainsi que l'acquisition de 35 ambulances. Aussi, il est prévu la construction de 9 cliniques toutes spécialités confondues (orthopédie, cancérologie, radiologie,). L'hôpital de Bordj-Bou-Arréridj est doté de deux services, l'un d'oncologie et l'autre anapath. Les malades de Bordj-Bou-Arréridj n'auront plus à se déplacer hors de leur circonscription territoriale pour se soigner.

Malgré les fortes dépenses engagées par l'Etat en vue de prendre en charge les citoyens sur le plan sanitaire, les inégalités d'accès aux soins ne cessent de se creuser : de 20 à 50 personnes pensent que la qualité des soins baisse selon les revenus et le lieu où l'on habite. Les difficultés d'accès aux IRM sont l'une des raisons des inégalités de survie au cancer. L'IRM est devenue l'examen de référence

pour dépister les cancers. Le délai d'attente moyen pour une IRM de surveillance d'un cancer dans un CHU est de 4 à 5 mois en fonction des relations en coulisses.

Au final, le système de santé algérien forme une machinerie sanitaire incapable de délivrer à chacun sans exception aucune les produits de santé, bien et services, dont il peut avoir besoin. En termes de résultats sanitaires, cette machinerie coûtant plusieurs centaines de milliards de dinars fonctionne plutôt mal que bien en termes économiques et d'accès aux soins. Ce dysfonctionnement est dû en particulier à l'incapacité récurrente de l'Etat à organiser un système de soins pour maîtriser la machinerie, et ceci d'une façon coordonnée et efficace dans tous les grands domaines : hospitalisation, examens, soins, radiologie, médicaments, dentaire, et optique.

Layachi Salah-Eddine